



HAL
open science

Les dépenses militaires et les exportations d'armes des pays de l'ex Pacte de Varsovie de 1991 à 1996

Jacques Fontanel, Myriam Donsimoni

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Myriam Donsimoni. Les dépenses militaires et les exportations d'armes des pays de l'ex Pacte de Varsovie de 1991 à 1996. Cahiers de l'Espace Europe, 1999, 13. hal-03154061

HAL Id: hal-03154061

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03154061>

Submitted on 27 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les dépenses militaires et les exportations d'armes des pays de l'ex Pacte de Varsovie de 1991 à 1996

Jacques Fontanel, Myriam Donsimoni

Cahiers de l'Espace Europe, n°13 ;

Mai 1999

Résumé : Les dépenses militaires et les exportations d'armes des pays de l'ex Pacte de Varsovie ont considérablement diminué et les anciens pays membres élaborent de nouvelles doctrines en vue de développer des politiques de défense indépendantes et défensives. Les calculs comparatifs restent difficiles et les sources d'information internationales utilisent encore des concepts qui leur sont spécifiques. La situation se caractérise par une profonde crise des industries d'armement que les exportations d'armes ne peuvent évidemment pas soutenir. Il en résulte une forme de désarmement, dont le processus russe est le plus significatif.

Summary: Military spending and arms exports from the countries of the former Warsaw Pact have fallen considerably and the former member states are developing new doctrines for independent and defensive defence policies. Comparative calculations remain difficult and international sources of information still use concepts specific to them. The situation is characterised by a deep crisis in the armaments industries that arms exports obviously cannot sustain. The result is a form of disarmament, of which the Russian process is the most significant.

Dépenses militaires, Pacte de Varsovie, exportations d'armes, industries d'armement

Military expenditure, arms exports, armament industries

Le désarmement de l'ancienne Union soviétique et des pays de l'Organisation du Traité de Varsovie a été rendu possible avec l'effondrement du communisme. Les dépenses militaires de l'URSS pendant la « Guerre froide » ont été rétroactivement estimées de 20 à 30 % du Produit National Brut². Plus de 60 % de tous les produits de l'industrie mécanique et 75 % de l'ensemble des investissements scientifiques étaient alloués aux besoins militaires. Selon les définitions retenues du complexe militaro-industriel, il y avait entre 3000 et 5000 entreprises, comprenant de 6,5 et 14,4 millions d'emplois, directement engagés dans le secteur militaire. Le CMI (Complexe militaro-industriel) était le cœur du système soviétique, absorbant une quantité importante de ressources en équipements et personnels³.

La fin de la Guerre Froide et la dissolution du Pacte de Varsovie ont profondément modifié les stratégies militaires des Etats. Avec un environnement sécuritaire manquant d'une menace bien définie, les objectifs de la planification de la défense n'ont pas été organisés autour d'objectifs spécifiques et une réelle volonté politique et économique de réduire le surplus d'équipements militaires et de personnels semble se faire jour. Pour le Groupe de Visegrad, il existe une compréhension mutuelle de leurs intérêts mutuels en matière de sécurité. Les gouvernements de l'Europe centrale (République Tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie) préfèrent engager un processus d'intégration, notamment dans l'ordre militaire, dans le cadre d'une organisation collective plus large avec l'Europe (en accord avec l'O.T.A.N.) ; ils sont en outre d'accord avec l'idée d'une subordination des objectifs de défense à des objectifs sociétaux plus généraux. La dissolution du Pacte de Varsovie a créé un « vacuum » sécuritaire en Europe centrale et certaines peurs sont encore exprimées à l'encontre des aspirations impérialistes éventuelles de la Russie. Les anciens pays du Pacte de Varsovie élaborent de nouvelles doctrines en vue de soutenir des politiques de défense indépendantes et défensives. Cependant, du fait même de l'absence de financement pour le développement de nouvelles technologies duales, leurs industries d'armement, préalablement complémentaires de l'effort de l'Union soviétique, sont encore dépendantes de celle-ci.

En ce qui concerne la Russie, l'industrie d'armement a connu une grave crise économique, du fait d'une réduction drastique de la demande intérieure et des exportations d'armes. En fait, tout le secteur militaire des pays de l'ancien Pacte de Varsovie est en crise. À la fois les dépenses militaires et l'industrie d'armement sont au cœur des grandes interrogations sur l'avenir de ces sociétés.

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES MILITAIRES

S'il existe toujours de graves problèmes d'estimation des dépenses militaires, du fait du secret et des problèmes méthodologiques (recueil des informations, comparaisons inter temporelles et internationales⁴), il existe cependant des ordres de grandeur significatifs.

Le problème des estimations

Les comparaisons des dépenses militaires soulèvent un grand nombre de difficultés politiques, économiques et techniques, dues principalement aux différences conceptuelles, au secret, aux utilisations duales (mi-militaires, mi-civiles), à l'application des indices de prix militaires et à l'utilisation souvent erronée des taux de change comme facteur de conversion.

1. En dépit de la démocratisation, le calcul des dépenses militaires reste un exercice très difficile. D'abord, il existe plusieurs définitions différentes et les grandes sources d'informations statistiques (comme l'O.T.A.N., le SIPRI ou l'USACDA) utilisent des concepts et des techniques très variés qui rendent leurs estimations peu compatibles entre elles. Les comparaisons internationales notamment sont souvent très divergentes, notamment parce que l'utilisation du taux de change ne permet guère la mise en évidence des pouvoirs d'achat comparatifs des monnaies nationales.

2. Pour les principaux pays de l'ancien Pacte de Varsovie, le secret réduit la disponibilité des statistiques militaires, dont le chiffrage ne représente au mieux que des « ordres de grandeur ». Certains projets, notamment dans les domaines spatiaux, nucléaires ou plus généralement de la recherche-développement, ont des applications duales, qui rendent la détermination de leur usage militaire ou civil particulièrement difficile.

3. Pour la comparaison des dépenses militaires, on utilise généralement les taux de change comme moyens de conversion des monnaies nationales en dollars courants, puis constants. Cependant, les taux de change fluctuent considérablement, rendant inadéquates des comparaisons dont les objectifs ressortissent à des critères militaro-stratégiques et non à des valeurs économiques⁵.

Les évolutions des dépenses militaires des pays d'Europe de l'Est et du Centre sont difficiles à estimer ; aujourd'hui, l'objectif principal du Plan de travail de 1992 du North Atlantic Cooperation Council (NACC) concerne la mise en place rigoureuse de ces statistiques.

Les principales informations

La Russie est la deuxième puissance militaire mondiale, si l'on se réfère à l'importance de ses dépenses militaires. Pourtant, ces dernières ne représentent plus que 3,5 % du

PIB russe en 1996, contre 8,6 % en 1991. Le **Tableau 1** met en évidence le classement des pays du Pacte de Varsovie en 1981, selon les estimations de l'USACDA. Si on compare les informations fournies avec celles du **Tableau 2** et du **Tableau 3**, il est assez évident que depuis lors les dépenses militaires des pays de feu le Pacte de Varsovie ont été considérablement réduites.

Tableau 1 - Classement par pays en fonction des dépenses militaires et des exportations d'armes, selon l'USACDA, pour 1981

PAYS	Dépenses militaires	Rang	Exportations d'armes	Rang
USA	169 888	2	8 300	2
URSS	236 700	1	9 900	1
Pologne	10 286	10	700	7
Allemagne de l'Est	9 197	11	120	24
Tchécoslovaquie	6 852	14	600	9
Roumanie	4 057	19	625	8
Bulgarie	3 148	27	150	21
Hongrie	2 884	31	90	28

Source : USACDA, 1984

2

Tableau 2 - Ratio des dépenses militaires de 1985/dépenses militaires de 1995, ratio de la part des dépenses militaires par rapport au PIB entre 1985 et 1995 et classement des pays en fonction de leurs dépenses militaires entre 1985 et 1995

PAYS	RATIO	RATIO	CLASSEMENT des pays selon leurs dépenses militaires en 1985 (en italiques, en 1995)
	Dépenses militaires 1985 / Dépenses militaires 1995	Dépenses militaires / PIB 1985-1995 en %	
Ex-URSS	3,86	2,02	1 2
Pologne	4,14	4,43	9 23
République tchèque et Slovaquie	3,72	3,28	14 36
Roumanie	3,72	2,76	18 41
Hongrie	5,39	4,80	31 62
Bulgarie	7,42	5,04	22 60

Source : USACDA

Tableau 3 - Classement des pays selon leurs dépenses militaires, leurs forces armées, les importations et exportations d'armes, le ratio dépenses militaires/PNB et les dépenses militaires par habitant en 1995 et 1993 (entre parenthèses) selon l'USACDA (pour respectivement 167 et 166 pays recensés)

P A Y S	Dépenses militaires	Forces armées	Importations d'armes	Exportations d'armes	Dépenses militaires PNB	Dépenses militaires par habitant
Russie	2 (2)	3 (3)	150 (166)	3 (3)	9 (6)	19 (9)
Pologne	24 (23)	23 (29)	50 (166)	26 (34)	85 (89)	48 (55)
Ukraine	31 (27)	11 (11)	167 (167)	13 (19)	59 (107)	65 (63)
Rép. Tchèque	44 (40)	58 (43)	167 (80)	17 (13)	83 (84)	39 (38)
Roumanie ...	41 (45)	28 (33)	167 (166)	33 (35)	73 (80)	52 (65)
Hongrie	62 (53)	55 (57)	66 (6)	33 (32)	124 (103)	56 (51)
Bulgarie	60 (58)	50 (71)	166 (167)	14 (27)	63 (63)	49 (54)
Slovaquie ...	70 (63)	70 (88)	23 (23)	21 (166)	52 (81)	54 (44)
Azerbaïdjan	85 (65)	49 (64)	62 (166)	167 (166)	66 (39)	84 (56)
Lithuanie	117 (67)	114(124)	93 (71)	167 (166)	161 (29)	105 (43)
Biélorussie	83 (70)	39 (38)	167 (166)	12 (166)	156(149)	93 (76)
Estonie	103 (74)	142(143)	88 (53)	167 (166)	142 (41)	63 (30)
Géorgie	94 (86)	145 (84)	82 (166)	167 (166)	79 (64)	89 (82)
Lettonie	119 (105)	140(145)	92 (166)	167 (166)	153(146)	96 (81)
Arménie	116 (122)	62(101)	66 (166)	167 (166)	150(147)	101(104)
Moldavie	91 (130)	115 (113)	167 (166)	28 (166)	93 (161)	75(125)

Source : USACDA (1995)

Les dépenses militaires de l'Europe de l'Est (99,4 milliards de dollars) marquent la septième réduction consécutive depuis 1988, pour une « coupe » totale des quatre cinquièmes. Malgré la drastique limitation de ses dépenses publiques, la Russie reste, parmi les Etats, le second plus grand dépensier en matière militaire, avec respectivement 20 %, 53 % et 63 % de plus que la Chine, le Japon et la France. Ce processus devrait encore s'accroître avec la crise de l'économie russe (Tableau 4).

Tableau 4 - Dépenses militaires, ratio dépenses militaires/PNB et dépenses militaires par habitant en 1992 (entre parenthèses) et 1995, pour les pays de l'ex-Pacte de Varsovie, selon l'USACDA.

P A Y S	Dépenses militaires	Dépenses militaires		Dépenses militaires par habitant
		PNB		
Russie	76000 (131000)	11,4	(16,5)	513 (882)
Pologne	4887 (3797)	2,3	(2,0)	127 (96)
Ukraine	3588 (3404)	2,9	(1,8)	70 (66)
République Tchèque	2368 (2501)	2,3	(2,7)	229 (242)
Roumanie	2520 (1889)	2,5	(2,1)	115 (84)
Hongrie	961 (1241)	1,5	(1,9)	95 (122)
Bulgarie	1073 (1090)	2,8	(2,9)	125 (128)
Biélorussie	331	0,8		32
Slovaquie	577 (425)	3,0	(2,4)	108 (80)
Azerbaïdjan	394 (566)	2,8	(3,3)	40 (76)
Géorgie	194 (99)	2,4	(1,2)	37 (18)
Lithuanie	115 (78)	0,5	(0,7)	21 (31)
Moldavie	222	2,1		50
Estonie	118 (81)	1,1	(0,7)	80 (53)
Lettonie	74 (76)	2,5	(2,6)	29 (29)
Arménie	79	0,9		23

Source : USACDA, 1995

Fin 1994, la conversion de l'industrie d'armement soviétique a provoqué la perte de plus de 4.000.000 d'emplois directs, avec l'annulation de nombreux projets industriels de défense. En outre, la Russie supporte un coût important pour la maintenance ou la destruction des armes en excès. Ainsi, en 1991, il y avait plus de 40 millions de tonnes de munitions à détruire. Leur stockage s'est avéré très coûteux, au même titre que le recyclage des composantes des produits militaires, comme le titane, l'aluminium, le cuivre ou l'or. L'élimination des armes chimiques a coûté entre 20 et 30 millions de dollars. Le gouvernement russe a estimé la destruction des 10000 armes prévues par le Traité sur la limitation des équipements militaires (dans le cadre des Forces armées conventionnelles en Europe) à 21 millions de dollars. Aujourd'hui, la seule incitation pour la Russie à la ratification d'un tel accord porte sur la promesse d'une assistance financière et technologique. Le Programme Fédéral sur la « Destruction des armes chimiques en Russie » décidé en 1996 a l'objectif ambitieux de détruire ces armes, mais il est très difficile à réaliser du fait de la réduction constante des fonds mis à sa disposition (de 33 % en 1996 à 1 % en 1997 des coûts du programme) et l'atmosphère de suspicion qui entoure leur destruction. En outre, la mise en œuvre de START devrait coûter 6 milliards de dollars à la Russie. Les Américains estiment des coûts de démantèlement à 5 ou 10 milliards de dollars, et le coût du stockage du plutonium à 2 ou 3 milliards de dollars sur la nouvelle décennie. Le gouvernement des Etats-Unis a décidé d'acheter 500 millions de tonnes d'uranium hautement enrichi, pour une note de 11,9 milliards de dollars sur les vingt prochaines années. Seulement 16,5 % du budget de la défense est dorénavant consacré à l'équipement. Les débats sur les budgets militaires de 1996, 1997 et 1998 sont les mêmes que ceux de 1995. La politique fiscale est affaiblie par la mauvaise collecte de l'impôt, les concessions accordées aux grandes sociétés et le développement des arriérés fiscaux et de salaires. Le budget militaire reçoit de moins en moins d'allocations dans un budget lui-même de moins en moins bien doté.

Pour l'USACDA, les parts des exportations d'armes des pays de l'Europe de l'Est dans les transferts mondiaux, qui étaient de 40 à 50 % de 1983 à 1989, sont descendues à moins de 11 % en 1992. La Russie exportait 3,3 milliards de dollars d'armement en 1995, nettement moins que les 23 milliards de dollars en moyenne des années quatre-vingts. Aujourd'hui, le taux de capacité de l'industrie d'armement n'est utilisé qu'à 20 à 25 % de son potentiel. Dans ces conditions, les industries d'armement ont espéré trouver une solution à leur manque de commandes de l'Etat par les exportations, ceci afin de bénéficier des économies d'échelle, de développer des collaborations avec le capital étranger et de maintenir des activités financées en devises. Il n'empêche que l'URSS a perdu ses marchés, avec l'effondrement du système socialiste.

Tableau 5 - Les principaux exportateurs d'armes majeures (EAM)
selon l'USACDA et le SIPRI (en millions de dollars)

PAYS	EAM en 1996 (\$ constants 1990) SIPRI	EAM en 1996 (\$ constants 1995) USACDA	EAM 1992-1995 (\$ constants 1995) USACDA	EAM 1992-1995 (\$ constants 1990) USACDA	EAM 1992-1995 (\$ constants 1990) SIPRI
1) USA	10228	15600	57940	50443	51458 (1)
2) Royaume-Uni	1773	5200	20307	17667	6529 (4)
3) Russie	4512	3300	10777	9376	10959 (2)
4) France	2101	2200	6827	5939	4366 (5)
5) Allemagne ...	1464	1200	5493	4779	7251 (3)
6) Chine	572	625	3704	3222	3784 (6)
7) Canada	157	280	3634	3162	994 (10)
8) Israël	168	775	2739	2383	1022 (9)
9) Italie	158	150	1059	921	1586 (8)
10) Pays-Bas ..	450	230	922	802	1739 (7)
11) Suède	274	310	724	630	396 (11)

Tableau 6 - Livraisons d'armes par régions, organisations et pays (1985, 1992, 1995),
en millions de dollars constants (USACDA, 1997)

Transferts d'armes Pays	Importations d'armes			Exportations d'armes		
	1985	1992	1995	1985	1992	1995
Pacte de Varsovie	6674	38	775	29240	3076	4140
Arménie	NA	0	30	NA	0	0
Azerbaïdjan	NA	0	0	NA	0	0
Biélorussie	NA	0	0	NA	0	170
Bulgarie	1302	776	0	822	92	150
Rep. Tchèque.	1096	0	0	2056	140	120
Estonie	NA	0	5	NA	0	0
Georgie	NA	10	0	NA	0	0
Hongrie	110	0	30	302	43	20
Lettonie	NA	0	5	NA	0	0
Lithuanie	NA	0	5	NA	0	0
Moldavie	NA	5	0	NA	0	40
Pologne	685	0	90	1782	22	40
Roumanie	55	32	0	603	22	20
Russie.	1645	0	0	22890	2689	3300
Slovaquie	NA	NA	290	NA	NA	70
Ukraine	NA	0	0	NA	0	160

**Tableau 7 – Valeurs cumulées des transferts d'armes (1993-1995)
par principaux acheteurs et fournisseurs**

(en millions de dollars courants).

P A Y S	Exportations mondiales	Exportations U S A	Exportations Russie	EC + autres membres de l'O.T.A.N.	Europe de l'Est	Autres
Importations mondiales	88,915	42,775	7,925	28,100	1,855	8,260
Pacte de Varsovie	1,705	20	1,295	120	170	100
Arménie	40	0	0	0	0	40
Azerbaïdjan	70	0	0	0	0	70
Biélorussie	0	0	0	0	0	0
Bulgarie	5	0	0	0	5	0
Rép. Tchèque	100	5	0	0	0	95
Estonie	55	0	0	0	0	55
Georgie	10	0	0	0	0	10
Hongrie	950	10	825	110 G	5	0
Lettonie	0	0	0	0	0	0
Lithuanie	20	0	0	0	0	20
Moldavie	0	0	0	0	0	0
Pologne	100	5	0	0	80	15
Roumanie	0	0	0	0	0	0
Russie	5	5	0	0	0	0
Slovaquie	550	0	470	0	80	0
Ukraine	5	5	0	0	0	0

Les rapports officiels plaident encore en faveur de la production de nouveaux produits militaires, pour lesquels ils estiment que la Russie dispose d'un avantage comparatif. Pourtant, cette stratégie s'est avérée ruineuse pour les petites entreprises, qui ne sont pas compétitives technologiquement sur les marchés internationaux. Les commandes d'exportation se font dans un contexte de surproduction et de vastes ressources gaspillées. Il est devenu évident que le marché international des armes ne peut pas se substituer à un marché national déclinant. Les exportations sont parfois utiles, notamment pour compenser quelques opérations avec des partenaires commerciaux (comme c'est le cas pour l'Inde) ou pour réduire une dette internationale énorme (la Hongrie a ainsi effacé une « ardoise » de 800 millions de dollars par une commande d'armes).

Les nouveaux pays indépendants et d'Europe de l'Est élaborent de nouvelles doctrines militaires, mais leur marché national reste cependant partiellement captif du fait des habitudes en matière d'armement et de l'insuffisance des financements disponibles. En

outre, le contrôle des exportations d'armes n'est pas très efficace, du fait des nombreuses dérogations souvent discrétionnaires, et une quantité non négligeable d'armements de « seconde main » est dorénavant vendue. Les prix des armements russes sont très faibles. En 1992, un MiG-29 était proposé à 20-25 millions de dollars, contre 40 millions de dollars pour son concurrent, le F/A-19 américain). Le prix d'un T-72 était de 1 million de dollars, contre 3 millions pour le similaire M-1A Abrams américain. Cette compétition des prix profite aux acheteurs, mais aussi à la corruption. Le niveau d'exportations illégales est vraiment substantiel. Le risque de vendre à perte pour une société, mais au bénéfice personnel du vendeur, est élevé. Parfois les prix sont baissés en dessous du coût moyen et légèrement au-dessus du coût marginal. Dans le passé, les exportations d'armes permettaient d'obtenir des avantages politiques conséquents, maintenant, les pays importateurs exigent des prix peu élevés et des avantages en termes de compensation. Parfois, les exportations appauvrissent les pays, tout en enrichissant les entreprises⁶.

Les entreprises militaires russes ont parfois continué à produire, sans vente, pour maintenir l'emploi. Cette solution n'est évidemment plus viable à terme, même si les industries d'armement sont encore maintenues à un niveau d'activité non négligeable dans une situation de crise. La dissolution du Pacte de Varsovie a eu une sévère influence sur le système intégré de production et sur la recherche-développement. La Pologne, la République Tchèque ou la Roumanie ont encore une petite industrie d'armement, mais avec peu de produits et sans recherche-développement. Elles sont cependant capables de développer de nouveaux produits par elles-mêmes et d'acheter des systèmes de production sous licence. En Russie, il y a très peu de programmes d'armement d'importance, et ils sont souvent (provisoirement) arrêtés à un niveau de développement déjà très avancé.

L'Ukraine a hérité d'une industrie de défense significative, avec le contrôle du cycle de production des missiles balistiques intercontinentaux. Elle a conclu de nombreux contrats d'exportation d'armes (chars avec le Pakistan, coopération technique avec la Chine, la Slovaquie ou la Bulgarie, maintenance et réparation avec l'Égypte, la Pologne ou la Chine). Il n'empêche que les pays de l'ex-Pacte de Varsovie sont encore partiellement dépendants de la Russie, car la substitution des technologies occidentales est une option difficile et surtout coûteuse. C'est pourquoi les anciens pays socialistes continuent à échanger des armes entre eux. La politique de conversion accroît l'opposition populaire au chômage additionnel et à la transition vers les économies de marché. La réorganisation des forces armées requiert un redéploiement de l'infrastructure et des actifs vers de nouvelles localisations à l'intérieur du pays ; l'achat d'armement a été réduit dramatiquement. La question de savoir si la production d'armes est encore justifiée pour l'indépendance nationale dépend, au plan économique, des fluctuations des prix consécutives aux variations erratiques des taux de change, des économies de devises étrangères, de l'amélioration de la balance commerciale, de l'importance de la recherche-développement militaire sur la compétitivité de la R&D nationale et des secteurs hautement technologiques (comme les ordinateurs et l'aéronautique). Certaines exportations paupérisent le pays, et ce d'autant que le marché international regorge de nouveaux concurrents sur un marché pourtant très déprimé.

Il y a cependant des avantages économiques à se joindre à l'O.T.A.N.. Ces pays ont besoin de renforcer l'économie de marché et de s'ouvrir aux marchés internationaux. Les occidentaux soutiennent les pays d'Europe de l'Est contre la menace de la Russie. Ainsi, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne ont été invitées aux discussions concernant leur accession au sein de l'O.T.A.N. (Déclaration de Madrid, Juillet 1997), après la signature de l'Acte fondateur des relations mutuelles en matière de coopération et de sécurité,

signé avec la Russie (27 mai 1997 à Paris) et l'Ukraine (Madrid, juillet 1997). Un nouveau marché significatif de l'armement apparaît en Europe de l'Est en vue de rejoindre l'O.T.A.N., même si les équipements ne sont pas décidés collectivement par cette organisation. Cependant, les nouveaux achats d'armement tiennent compte de cette nouvelle situation⁷, qui suppose des capacités d'interopérabilité, notamment en matière de communication, de contrôle et de commande. L'Office du Budget du Congrès estime le coût à 7,1 milliards de dollars pour les pays de Visegrad. Ces dépenses feront l'objet d'une production souvent nationale, comme réponse publique à la crise de l'industrie d'armement nationale, avec la collaboration des firmes d'armement occidentales (sous-traitance, licence, ou compensations). Enfin, les armes soviétiques restent dominantes dans cette région, notamment en matière de maintenance. Avec la perte des liens économiques (qui sont passés de 60 % en 1990 à 25 % en 1997), les pays de l'Est se tournent de plus en plus vers l'Ouest. Le problème, c'est que l'Europe a dressé des barrières protectionnistes à l'entrée et les produits des pays de l'Est ne sont eux-mêmes pas toujours compétitifs selon les normes de qualité occidentales.

Les exportations d'armes supposent souvent des compensations, des facilités de crédit, des compléments d'armes dans le cadre des systèmes d'armement. Dans ces conditions, les prix réels sont difficiles à estimer et ils dépendent du « bargaining power » des partenaires (situations de concurrence directe ou de monopole relatif ou absolu). Les Etats subventionnent souvent les industries nationales pour des raisons économiques et politiques. Enfin, il est difficile parfois de distinguer ce qui est militaire ou civil, notamment en matière de composantes de produits. En matière d'armement, le contrat souvent porte sur l'équipement lui-même, les pièces détachées, l'accès à la technologie, l'entraînement et la maintenance, les crédits à l'exportation, l'assurance du paiement, les accords de réciprocité ou de compensation. C'est pourquoi les exportations d'armes ne constituent qu'une solution très limitée à la surcapacité des industries d'armement dans les pays de l'ex-Pacte de Varsovie.

En conclusion, l'ouverture des frontières n'est pas une panacée pour un développement économique généralisé, parce qu'il existe des effets de domination susceptibles de bloquer le potentiel de croissance des pays les plus faibles. La situation du désarmement aujourd'hui est originale, après une période ininterrompue de course aux armements. Le désarmement suppose un processus de réduction des forces opposées, avec l'idée d'établir une paix durable qui dépasse les clivages idéologiques, politiques et religieux qui souvent conduisent aux situations de crises armées.

Bibliographie

- Anthony, I. (1994), *The future of the defence industries in central and eastern Europe*, SIPRI, Oxford University Press, Oxford.
- Blackhaby, F ; Ohlson, T. (1987), Military expenditure and the arms trade : problems of data, *The economics of military expenditure*, McMillan Press, London.
- Boniface, P. (1995), *L'année stratégique, Les équilibres militaires*, Dunod, Paris.
- Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military expenditure comparisons, *The economics of military expenditure*, McMillan Press, London.
- Colard, D., Fontanel, J. and Guilhaudis, J.F., 1981. *Le Désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile* (Vol. 19). Fondation pour les études de défense nationale.
- Fontanel, J., 1982. Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco. *report written for the United Nations*, 6.
- Fontanel, J. (1987), A note on the international comparison of military expenditure, *The economics of military expenditure*, McMillan Press, London.
- Fontanel, J. (1994), The economics of disarmament. A survey, *Defence and Peace Economics*, 5(3).
- Fontanel, J., Borisova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).
- Fontanel, J., 1994. *La conversion économique du secteur militaire*. Economica, Paris.
- IISS (1995), *The military balance 1994-1995* Brassey's, London.
- Loose-Weintraub, Anthony, I. (1994), Military expenditure in transition, in *The future of the defence industries in central and eastern Europe*, SIPRI, Oxford University Press, Oxford.
- Shkaratan, O. and Fontanel, J.,(1998). Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4), pp.367-379.
- SIPRI Yearbook (1997-1998), *World armaments and disarmament*, Oxford University Press, Oxford.
- Smith, R., Hummm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research* 2(3).
- Smith, R., Humm, A. and Fontanel, J., 1987. Capital labour substitution in defence provision. *Defence Security and Development*, pp.69-80.
- USACDA (1997), *World military expenditures and arms transfers 1985-1995*, Library of Congress, Washington.